

prend un essor formidable dans ma circonscription où affluent un très grand nombre de personnes. La ville d'Estevan compte maintenant une population de 8,000 à 10,000 âmes et les villes de ce genre réclament le même genre de services qu'assurent les grands centres urbains. Toutefois, ainsi que je l'ai expliqué, nombre de ces villes et municipalités ne sont pas en mesure d'emprunter, faute de l'appui financier nécessaire. Elles ont vendu des obligations. La province de Saskatchewan en a acheté pour plusieurs millions de dollars. N'empêche qu'elles ne peuvent financer leurs entreprises qu'à raison d'intérêts de 6 ou de 7 p. 100.

J'insiste auprès du Gouvernement pour qu'il étudie l'à-propos d'établir la mise en valeur sur une base équitable pour tout le Canada. Je voudrais bien que le gouvernement fédéral fournisse cet argent tout comme le font les États-Unis en aidant maintes entreprises de chez eux. La proposition n'est pas nouvelle. La chose se pratique aux États-Unis depuis bien des années. Des centaines de millions de dollars ont été avancés aux autorités municipales et conseils municipaux afin de leur permettre de réaliser pareils projets.

Les membres du parti conservateur, le premier ministre en particulier, ont promis, lors de la campagne électorale, de mettre en œuvre un programme de mise en valeur de nos ressources naturelles. Cette promesse m'a fait plaisir. Le précédent gouvernement s'était aussi déclaré prêt à entreprendre cette étude. Cette question touche aussi ma circonscription comme elle atteint, je pense, la plupart des circonscriptions du Canada. Je signale qu'à Estevan les autorités provinciales sont en train d'aménager une centrale d'énergie de 40 millions de dollars; il me paraît juste de demander que cette entreprise, même si elle est en cours d'exécution, puisse bénéficier de quelque aide.

Je ne veux pas retenir le comité plus longtemps. J'espère toutefois que le Gouvernement prendra connaissance de certains des points que j'ai exposés, pour les approfondir au cours de la session.

M. Regier: Je ne me serais pas levé pour parler de la résolution, n'eût été d'un article paru aujourd'hui dans la *Gazette*. La question que j'ai soulevée hier à l'appel de l'ordre du jour était d'une urgence vitale. J'ai demandé au ministre du Travail ce que le Gouvernement se propose de faire pour atténuer la croissance du chômage qui pose un grave problème, vu surtout la situation qui règne sur le littoral de l'Ouest. L'article de la *Gazette* est imprimé en gros caractères gras, et si je dois supposer que ledit journal

appuie le Gouvernement ou en reflète la pensée, je suis vraiment inquiet. D'après le premier paragraphe, "le ministre du Travail (M. Starr) était prêt aux Communes", quand je l'ai interrogé à propos du chômage. Mais je crains quelque peu que le gouvernement actuel ne soit pas prêt à apporter une solution quelconque à ce problème. J'ai pu constater, avant de venir à Ottawa, que dans ma province les habitants de toutes professions redoutent la situation qui s'annonce pour l'hiver prochain. Dans la réponse qu'il m'a faite, le ministre a signalé que le Gouvernement s'attend à du chômage saisonnier. J'ai tenté de lui faire remarquer que ce chômage existe déjà. Nous l'avons dès maintenant. Il a commencé dès août et septembre et il faut que le Gouvernement le comprenne.

Le ministre a mentionné un projet de programme de construction d'habitations qui pourrait apporter un certain soulagement. Je ne nierai pas que la déclaration concernant le logement ait été bien accueillie. Cependant, je dois faire remarquer que même cette déclaration très agréable ne neutralisera pas le ralentissement observé dans la construction d'habitations. Le montant dont le Gouvernement a annoncé l'affectation ne suffit pas à contrebalancer la diminution de la construction d'habitations, qui est prononcée au regard de la même date de l'an dernier.

La recommandation que le nouveau député de Vancouver-Kingsway a faite ce matin,—et, je pourrais ajouter, qu'il a faite avec tant de brio,—devrait être sous peu l'objet d'un sérieux examen de la part du Gouvernement. C'est une promesse que les candidats conservateurs ont formulée aux Canadiens au cours des dernières élections. Mon adversaire conservatrice, candidate fort respectée aux fonctions publiques, nous a assuré que le parti conservateur favoriserait le commerce avec la Chine communiste, si son parti formait le gouvernement. Les gens de la côte occidentale comptent que ce nouveau gouvernement accomplira cette promesse.

Nous exhortons le Gouvernement à prendre des mesures afin de trouver, au Royaume-Uni et dans le Commonwealth, d'autres débouchés pour les produits canadiens et, ainsi, d'assurer de l'emploi aux Canadiens. J'ai été, pour ma part, fort découragé de découvrir qu'un membre du gouvernement britannique a dû faire savoir au peuple canadien que ce gouvernement était prêt à entretenir des relations commerciales avec lui, qu'il le ferait même plus que volontiers. Il était fort évident que le ministre des Finances ne voulait pas que le public canadien sache à quel point le peuple du Royaume-Uni souhaitait commercer avec nous.